18 octobre 2017 – Montevideo. Des chefs d'État et de gouvernement ainsi que des ministres du monde entier se sont engagés aujourd'hui à prendre des mesures ambitieuses et nouvelles pour atténuer les souffrances et réduire les décès dus aux maladies non transmissibles, en particulier les cardiopathies, les maladies respiratoires, le cancer et le diabète, qui sont les principales causes de décès dans le monde.

Les États ont approuvé la *Feuille de route de Montevideo pour 2018-2030 sur les maladies non transmissibles en tant que priorité pour le développement durable* à l'ouverture de la conférence mondiale de trois jours consacrée aux maladies non transmissibles. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la présidence de l'Uruguay accueillent cette conférence organisée à Montevideo.

Cet engagement fait suite à un accord entre les dirigeants du monde consistant à réduire d'un tiers les décès prématurés dus aux maladies non transmissibles d'ici à 2030, dans le cadre du Programme de développement durable de l'Organisation des Nations Unies. Aujourd'hui, on dénombre 40 millions de décès annuels causés par les maladies non transmissibles, soit plus que toute autre cause de décès. Sur ces décès, 15 millions surviennent de façon prématurée chez les personnes âgées de 30 à 70 ans, et sept millions se produisent dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

«Il est choquant de constater la charge croissante que des maladies comme le cancer ou le diabète font peser sur les personnes le moins en mesure d'assumer les coûts des soins de santéÂÂ » a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS.

«Les Étatsdoivent dans un premier temps tenir les engagements pris en ce qui concerne la prévention de ces maladies, et garantir que les personnes obtiennent les services permettant de les traiter», a t-il ajouté. «L'incapacité à tenir ces engagements impose des coûts considérables sur les individus et les communautés». En effet cela va totalement à l'encontre des engagements mondiaux en faveur du développement durable».

Le Président uruguayen, Dr Tabaré Vázquez qui a coorganisé la conférence, a déclaré que la *Feuille de route de Montevideo* représentait un engagement audacieux pris par les états à intensifier l'action pour protéger les personnes contre les effets néfastes des maladies non transmissibles.

«Les États doivent être pleinement engagés à réduire la charge des maladies non transmissibles, car les coûts humains et économiques sont trop importants pour être ignorés» a déclaré le Président Vázquez. «Du fait de cette situation, les états ont désormais la lourde responsabilité d'agir. Toutefois, en prenant des mesures énergiques pour protéger les personnes contre les principaux risques à l'origine des maladies non transmissibles, nous leur permettrons de mener une vie plus saine, tout en aidant les communautés et les pays à croître et à bien se développer».

La *Feuille de route de Montevideo* met en évidence la nécessité d'une action coordonnée et cohérente de la part de l'ensemble des secteurs et de la société toute entière, car beaucoup de facteurs parmi les principaux responsables des problèmes de santé ne relèvent pas du contrôle des ministères de la santé, des systèmes et des professionnels de santé. Les acteurs non étatiques, notamment la société civile et l'industrie ont des rôles importants à jouer.

La feuille de route souligne également le fait que la majorité des décès dus aux maladies non transmissibles auraient pu être évités au moyen de mesures de lutte contre le tabac, la pollution de l'air, la mauvaise alimentation, la sédentarité et l'usage nocif de l'alcool - et également par une amélioration de la détection et du traitement des maladies.

Le Président uruguayen a ajouté : «la lutte contre les maladies non transmissibles et la promotion de la santé concernent tout le monde et dans chaque domaine de l'état. Les ministères des finances sauvent des vies en prélevant des taxes sur le tabac, l'alcool, et les boissons sucrées, en faisant baisser la consommation et en augmentant les recettes pour traiter les maladies non transmissibles. Les accords commerciaux et sur les investissements ne devraient pas servir d'excuse pour ignorer le problème, s'en laver les mains et ne pas protéger la santé publique de nos citoyens. Les ministères de l'éducation doivent veiller à ce que notre jeunesse soit bien informée et apprenne à choisir les options favorables à la santé, que les écoles proposent une alimentation saine et offrent des occasions de prendre part à des activités récréatives».

La *Feuille de route de Montevideo* identifie un éventail de défis à relever, notamment:

- des progrès variables et insuffisants en matière de réduction des décès prématurés dus aux maladies non transmissibles;
- l'influence du secteur privé sur les états pour accorder la priorité au commerce par rapport aux objectifs de santé publique;
- le manque de leadership politique de haut niveau afin de veiller à ce que la promotion de la santé et la lutte contre les maladies non transmissibles s'inscrivent dans tous les domaines de la politique publique.

Le Dr Tedros, qui annonçait la semaine dernière le lancement d'une nouvelle commission de haut niveau sur les maladies non transmissibles a ajouté: «Cette conférence est une occasion sans précédent d'accélérer les efforts pour prévenir les maladies non transmissibles. Nous devons être disposés à engager des discussions difficiles et à prendre des mesures courageuses».

«Une étape cruciale pour l'ensemble des pays consistera à suivre les précurseurs comme l'Uruguay qui ont ratifié le Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac» a ajouté le Dr Tedros. «Le fait de garantir l'entrée en vigueur de ce protocole l'année prochaine

est essentiel pour promouvoir l'impact de la Convention-cadre pour la lutte antitabac».

La *Feuille de route de Montevideo* orientera les préparatifs en vue de la troisième réunion de haut niveau sur les maladies non transmissibles de l'Organisation des Nations Unies prévue l'année prochaine. La réunion permettra d'évaluer les progrès accomplis par les pays dans la réalisation de la cible consistant à réduire de 25% la mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles d'ici à 2025 et d'un tiers d'ici à 2030.